

# Kurdes en Turquie : entre quête identitaire, tensions régionales et défis pour la stabilité politique

1 mai 2024



## Introduction

Dès lors que l'on se plonge dans l'analyse du système politique turc, l'ambiguïté de la question kurde se dresse comme un défi incontournable. Au cœur des montagnes turques, entre quête identitaire, tensions régionales et défis pour la stabilité politique, les Kurdes en Turquie sont le fil rouge d'une histoire complexe, oscillant entre espoir et répression. Les Kurdes, acteurs majeurs de l'échiquier régional et figures centrales de l'histoire mouvementée du Moyen-Orient, forment une communauté ethnique sans État. Ils rassemblent 40 à 60 millions de personnes, principalement réparties en Turquie, en Iran, en Irak et en Syrie<sup>1</sup>. Riches d'une identité culturelle millénaire, les Kurdes ont traversé les époques, façonnant leur destin au croisement des dynamiques nationales et internationales. Les Kurdes ont souvent été les protagonistes d'une histoire complexe, marquée par des luttes pour la préservation de leur identité, mais également par des aspirations politiques parfois divergentes.

L'élection de l'AKP<sup>2</sup> en 2002 a suscité l'espoir d'une nouvelle ère pour la question kurde, caractérisée par des politiques d'ouverture et des négociations pour la

paix. Cependant, cette période d'optimisme a été éclipsée par un changement de cap en 2015, marquant le début d'une sévère répression sous l'alliance de l'AKP avec le parti d'extrême droite MHP<sup>3</sup>. La politique kurde est devenue un instrument manipulateur aux mains du président Erdoğan, alimentant des tensions internes et régionales. Le discours récent du président Erdoğan mettant son veto à l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN souligne la centralité de la question kurde dans la politique étrangère turque. Il rapprochait ces pays d'héberger des "terroristes" kurdes<sup>4</sup>. Les relations complexes avec le PKK, qualifié d'organisation terroriste, continuent d'influencer les dynamiques nationales et internationales, illustrant la délicate équation entre stabilité politique, revendications identitaires et pressions régionales.

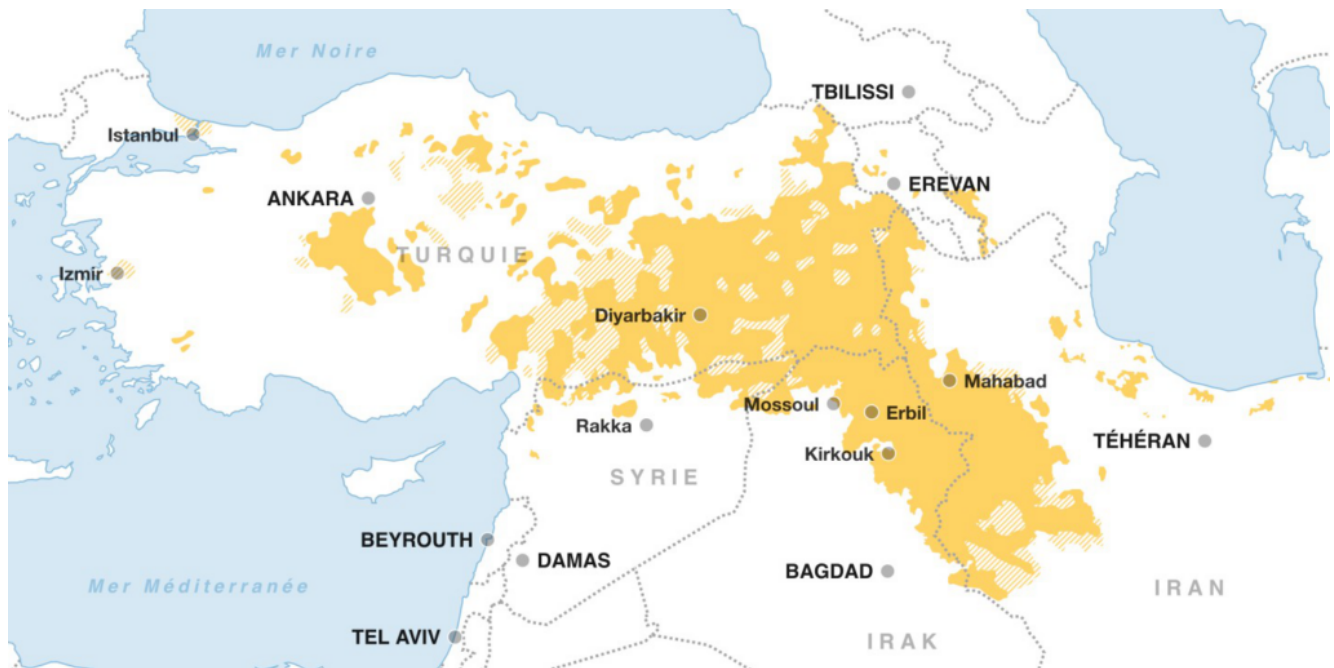
## **Les fondements de la quête identitaire kurde en Turquie**

### **Analyse des éléments culturels, linguistiques et historiques qui renforcent l'identité kurde**

L'origine exacte des Kurdes demeure sujette à des interprétations variées parmi les historiens et linguistes. Certains suggèrent que le terme « kurde » apparaît pour la première fois dans les écrits de Xénophon<sup>5</sup>, tandis que d'autres remontent à l'Empire Perse, évoquant des liens potentiels avec les Mèdes, les Scythes, voire les Gutis<sup>6</sup>. Au cours de la période médiévale, des traités et la création d'une province nommée Kurdistan par le sultan Sandjar illustrent la reconnaissance de cette région. L'administration ottomane mentionne également le Kurdistan au XVIIe siècle, délimitant ses frontières dans des régions telles que Dersim, Mus, et Diyarbakir<sup>7</sup>. Le terme « Kurdistan » émerge aux alentours de 1150 pour désigner la région entre la Perse et l'Empire Ottoman, avec des évolutions dans ses frontières au fil des siècles. Cette désignation devient essentielle pour l'identité kurde et pour marquer le territoire qu'ils considèrent comme le leur<sup>8</sup>.

Le Kurdistan, bien que partagé entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, occupe une superficie de 555 000 km<sup>2</sup>, où les Kurdes forment une majorité. On compte aujourd'hui entre 40 et 60 millions de kurde dont 15 millions en Turquie ce qui

représente 24% de la population<sup>9</sup>. Cette répartition géographique complexe résulte des redéfinitions territoriales après la Première Guerre mondiale. Les frontières artificielles imposées par les puissances étrangères ont eu des conséquences profondes, séparant familles et communautés kurdes. La revendication du droit à l'autodétermination demeure un aspect crucial de l'identité kurde.



Répartition de la population kurde<sup>10</sup>, en jaune zone de population kurde.

Pierre Breteau, "Les Kurdes, peuple sans Etat pris entre quatre pays", Le Monde, le 22 janvier 2018

La diversité religieuse des Kurdes est un témoignage de leur histoire complexe. Du mazdéisme à l'islamisation, en passant par le zoroastrisme, les Kurdes ont traversé différentes phases religieuses. La majorité des Kurdes sont musulmans sunnites, mais des communautés yazidies, chrétiennes, alévies et d'autres coexistent, formant un patchwork religieux unique.<sup>11</sup>

La langue kurde est une langue indo-européenne. Bien qu'elle soit divisée en plusieurs dialectes, dont le kurmandji et le sorani<sup>12</sup>, elle reste le lien culturel et linguistique qui unit les Kurdes. Les multiples alphabets utilisés reflètent les défis auxquels le peuple kurde est confronté pour préserver sa langue face aux politiques d'assimilation.

L'analyse de ces éléments culturels, linguistiques et historiques souligne la

résilience et la diversité de l'identité kurde. Malgré les défis géopolitiques et les partages territoriaux, les Kurdes continuent de revendiquer leur droit à l'autodétermination et préservent une identité forte, façonnée par des siècles d'histoire et de diversité culturelle.

## **Héritage historique et construction du nationalisme kurde**

Le nationalisme kurde en Turquie trouve ses racines au XIXe siècle, période marquée par un fort mouvement de centralisation dans l'Empire ottoman et l'Empire persan. La disparition des émirats sous l'effet de cette politique centralisatrice a suscité des réactions locales, donnant naissance à des nationalismes régionaux. Le nationalisme kurde a émergé dans ce contexte, fédérant des Kurdes de confessions et de langues différentes dès les années 1880, créant ainsi une base culturelle et civilisationnelle. Des guerres pour l'unification et l'indépendance du Kurdistan ont marqué la première moitié du XIXe siècle<sup>13</sup>. Les insurrections, menées par des chefs traditionnels, ont été suivies de révoltes jusqu'à la Première Guerre mondiale. Après la défaite ottomane en 1918, les indépendantistes ont présenté les revendications de la nation kurde à la Conférence de Versailles, contribuant à la reconnaissance internationale.

Cependant, le Traité de Sèvres de 1920, préconisant la création d'un État kurde, est resté lettre morte en raison du rapport des forces sur le terrain<sup>14</sup>. La période de la guerre d'indépendance (1919-1923) a vu Mustapha Kemal promettre la création d'une nouvelle Turquie fondée sur le respect de l'islam et la fraternité kurdo-turque. Cependant, après la proclamation de la république en 1923, Atatürk a renié ces promesses, instaurant une politique laïc et nationaliste. Les régions kurdes ont subi une administration militaire, l'interdiction de la langue et de la culture kurde. Le pluripartisme en 1946 a permis l'émergence des chefs traditionnels kurdes, mais l'évolution vers un nationalisme radical a conduit à la guérilla en 1984<sup>15</sup>.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) est né en Turquie au cours des années 1970 dans un contexte marqué par les revendications des droits kurdes et le mouvement nationaliste kurde. Fondé en 1978 par Abdullah Öcalan, le PKK émerge comme une organisation clandestine prônant la lutte armée pour obtenir

l'autonomie des Kurdes en Turquie<sup>16</sup>. Le PKK s'est donné pour mission de défendre les droits politiques et culturels des Kurdes, souvent marginalisés dans le cadre politique turc. L'idéologie du parti a évolué au fil des années, passant d'une revendication d'indépendance à une demande d'autonomie régionale et de droits culturels. Le PKK a rapidement embrassé la guérilla comme moyen de lutte contre le gouvernement turc. Les années 1980 et 1990 ont été marquées par un conflit sanglant entre le PKK et les forces turques, entraînant des pertes humaines considérables des deux côtés<sup>17</sup>. Le groupe a été impliqué dans des attaques contre les forces de sécurité turques ainsi que dans des actes terroristes.

## **Les tensions diplomatiques liées à la question kurde**

### **Les relations complexes entre la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran**

La dynamique régionale au Moyen-Orient est fortement influencée par les relations complexes entre la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran, avec la question kurde occupant une place centrale dans ces interactions.

Les relations entre la Turquie et la Syrie ont oscillé entre coopération et tension, en particulier en raison du soutien turc aux rebelles syriens pendant le conflit qui a débuté en 2011. La création d'une entité kurde autonome à la frontière turco-syrienne, le Rojava, a profondément inquiété la Turquie<sup>18</sup>. Les opérations militaires turques en 2016, 2018, 2019 et 2022 dans les régions kurdes du nord de la Syrie ont exacerbé ces tensions. La Turquie craint la consolidation d'une région autonome kurde aux portes de son territoire, alimentant ainsi ses préoccupations sécuritaires.

L'Iran joue un rôle majeur dans la région, cherchant à étendre son influence en Irak et en Syrie. Alors que les relations turco-iraniennes ont parfois été teintées de méfiance, les deux pays ont également coopéré sur certains dossiers, notamment en matière énergétique. Cependant, la question kurde crée des divergences. L'Iran, préoccupé par la minorité kurde à sa frontière, surveille de près les développements dans les régions kurdes des pays voisins<sup>19</sup>. L'émergence

du Rojava et les aspirations autonomistes des Kurdes alimentent les inquiétudes de Téhéran, qui craint des répercussions sur sa propre stabilité intérieure<sup>20</sup>.

Les relations turco-irakiennes sont également complexes. Alors que la Turquie entretient des liens économiques significatifs avec la région autonome du Kurdistan irakien (GRK), les opérations militaires turques contre les Kurdes en Syrie ont suscité des préoccupations en Irak<sup>21</sup>. Les frappes aériennes turques sur des positions du PKK en Irak sont une source constante de tensions. La question kurde devient ainsi un facteur déterminant dans les rapports entre Ankara et Bagdad, accentuant les divergences sur la manière de gérer cette question sensible.

## **Implications géopolitiques au niveau international**

La question kurde et les dynamiques régionales associées ont des implications géopolitiques majeures qui transcendent les frontières des pays directement impliqués. Ces répercussions s'étendent à des acteurs internationaux clés, contribuant à façonner les relations internationales au Moyen-Orient.

Les grandes puissances mondiales, telles que les États-Unis, la Russie et l'Union européenne, sont parties prenantes dans les développements de la question kurde. L'engagement des États-Unis dans la région, notamment dans la lutte contre l'État islamique, a conduit à un soutien aux forces kurdes, notamment dans le cadre des YPG (Unités de protection du peuple) en Syrie<sup>22</sup>. Cette coopération a suscité des tensions avec la Turquie, un allié de l'OTAN, soulignant les défis auxquels sont confrontées les grandes puissances dans la gestion des intérêts concurrents au Moyen-Orient. La présidence de Joe Biden représente un nouveau défi pour la diplomatie américaine, avec des relations qui pourraient être plus complexes pour Ankara. Les déclarations antérieures de Biden qualifiant Erdogan d'« autocrate » et son engagement à soutenir les forces d'opposition peuvent entraîner une dynamique diplomatique plus tendue entre les deux nations<sup>23</sup>. La gestion des tensions liées à la question kurde sera un aspect crucial des relations bilatérales.

En parallèle, l'Union européenne (UE) a été impliquée de manière indirecte dans

la question kurde en raison des négociations d'adhésion de la Turquie. La condition du respect des droits des minorités, y compris les Kurdes, selon les critères de Copenhague, a influencé la politique intérieure turque au cours des négociations<sup>24</sup>. Cependant, les développements ultérieurs, notamment l'évolution autoritaire en Turquie et les opérations militaires contre les Kurdes, ont créé des tensions dans les relations entre la Turquie et l'UE, soulignant les difficultés de trouver un équilibre entre les considérations géopolitiques et les principes démocratiques.

Également, la Russie a joué un rôle clé dans les développements de la question kurde, en particulier en Syrie. En soutenant le régime de Bachar el-Assad, la Russie a également cultivé des relations avec les forces kurdes, renforçant ainsi son influence dans la région. L'accord entre les Kurdes et le régime syrien pour contrer l'offensive turque en 2019 a illustré la capacité de la Russie à naviguer dans les dynamiques complexes de la question kurde pour promouvoir ses propres intérêts géopolitiques<sup>25</sup>.

En somme, la question kurde transcende les frontières nationales, impliquant divers acteurs internationaux et façonnant les dynamiques géopolitiques au Moyen-Orient. Les rivalités entre grandes puissances, les enjeux de sécurité régionale et les équilibres délicats entre les pays voisins contribuent à une complexité qui continue d'influencer les relations internationales dans cette région stratégique du monde.

## **Stratégies politiques internes et perspectives de résolution**

### **Réponses politiques et militaires de la Turquie face aux revendications kurdes**

Au tournant du millénaire, la Turquie a connu une évolution significative de sa politique envers les Kurdes. L'arrestation d'Abdullah Öcalan, leader du PKK, en 1999, a marqué la fin de la lutte armée du PKK<sup>26</sup> et a ouvert la voie à des initiatives politiques. L'arrivée au pouvoir du Parti pour la justice et le développement (AKP) en 2002 a également été un facteur déterminant. L'AKP, se



définissant comme un parti réformateur, a entrepris des mesures de rapprochement inédites avec les Kurdes, en partie motivées par les négociations d'adhésion à l'Union européenne (UE).

La période des années 2000 a été marquée par une politique d'« ouverture démocratique » initiée en 2009, suivie par la mise en place d'un processus de paix en 2012. Des négociations secrètes entre l'AKP et la direction du PKK ont eu lieu, et pour la première fois, en 2009, l'Assemblée nationale a officiellement débattu de la question kurde<sup>27</sup>. Malgré ces avancées, la répression envers les organisations kurdes a persisté, illustrée par la dissolution du Parti de la société démocratique en 2009.

À partir de 2015, la politique d'ouverture a cédé la place à une approche autoritaire et répressive, marquant une période de crispation. Le président Erdoğan, auparavant ouvert à la résolution de la question kurde, a adopté un ton belliqueux, déclarant en 2015 qu'il n'y avait jamais eu de « problème kurde » dans le pays. La reprise des affrontements, la dérive autoritaire du président et les opérations militaires fréquentes dans les régions kurdes ont caractérisé cette période. La question kurde, utilisée comme instrument politique par Erdoğan, reflète les fluctuations de la politique turque en fonction des enjeux internes et externes. Les opérations militaires récurrentes dans les régions kurdes, souvent précédées d'élections, soulignent cette instrumentalisation, tout comme l'utilisation de la question kurde comme levier de pression diplomatique auprès des alliés de la Turquie<sup>28</sup>. Aujourd'hui, la crise économique et monétaire pousse le gouvernement à détourner l'attention publique en intensifiant les opérations militaires dans les régions kurdes du nord de la Syrie. La question kurde demeure ainsi un facteur clé dans l'évolution politique et militaire de la Turquie.

## **Possibilités de dialogue et de négociation pour parvenir à une résolution pacifique du conflit**

La position officielle du gouvernement turc sur la question kurde se reflète en cette phrase : « *la Turquie reconnaît la diversité ethnique et culturelle au sein de ses frontières, mais elle s'oppose aux entités qui cherchent à diviser le pays. La lutte contre le terrorisme est une priorité nationale, et toute organisation cherchant à menacer l'unité et l'intégrité de la Turquie sera traitée avec détermination.* » La Turquie n'est donc pas fermée au dialogue, il est nécessaire



de trouver une solution favorable afin d'assurer la stabilité du pays mais aussi la sécurité des kurdes.

Le processus de paix entamé en 2013, bien que brisé en 2015, offre une base potentiellement fructueuse pour renouer le dialogue<sup>29</sup>. La réactivation de ce processus pourrait impliquer des négociations directes entre le gouvernement turc et les représentants kurdes, en mettant l'accent sur les revendications légitimes des Kurdes tout en préservant l'intégrité territoriale de la Turquie.

S'inspirant du modèle du Kurdistan irakien, les parties pourraient explorer des solutions basées sur le fédéralisme et l'autonomie régionale<sup>30</sup>. Cela permettrait de concilier les aspirations nationales des Kurdes tout en respectant l'intégrité territoriale des États concernés. La convocation d'une conférence internationale sous l'égide des Nations Unies pourrait offrir un forum neutre pour toutes les parties impliquées. Des mesures spécifiques, telles que des quotas ou des sièges réservés, pourraient être mises en place pour assurer cette participation. Les groupes armés kurdes pourraient s'engager dans un processus de désarmement progressif, avec des garanties de réintégration sociale et politique. Cela contribuerait à renforcer la confiance entre les parties et à créer un environnement propice au dialogue. La menace commune du terrorisme pourrait être utilisée comme catalyseur pour une coopération régionale renforcée<sup>31</sup>. Les pays voisins collaboreraient ainsi dans la lutte contre les groupes terroristes tout en travaillant sur des solutions politiques durables.

Il est important de noter que ces perspectives d'avenir nécessitent une volonté politique sincère de toutes les parties impliquées. Les exemples de réussite dans d'autres régions du monde démontrent qu'une résolution pacifique est possible avec un engagement durable en faveur du dialogue et de la coopération.

## **Conclusion**

Les Kurdes ont traversé les époques en préservant une identité culturelle millénaire, malgré les tensions et les aspirations politiques divergentes. Les fondements de l'identité kurde, ancrés dans des éléments culturels, linguistiques et historiques, témoignent de la résilience de cette communauté. Malgré les défis territoriaux imposés par les redéfinitions après la Première Guerre mondiale, les

Kurdes continuent de revendiquer leur droit à l'autodétermination. Les dynamiques politiques internes en Turquie, caractérisées par des périodes d'ouverture suivies de répressions, reflètent l'instrumentalisation de la question kurde à des fins politiques. L'assimilation est désormais perçue comme un projet illusoire, et bien que les Kurdes démontrent une capacité d'intégration persistante en dehors de leur région d'origine, la revendication identitaire ne semble pas menacer l'unité du territoire turc. La crainte du séparatisme apparaît anachronique, soulignant plutôt une crise du nationalisme en tant qu'idéologie de légitimation. Malgré la possibilité d'un espace de négociation et de renoncement à la violence, la dynamique actuelle semble plutôt orientée vers des intérêts opposés au sein de l'État turc.

La solution à la question kurde ne peut être trouvée uniquement à travers des réformes institutionnelles, mais nécessite un changement profond du système politique, incluant le retrait des militaires, une véritable liberté d'expression et une prise en main du pays par la classe politique. Ainsi, le règlement de la question kurde devient non seulement une question politique, mais également le reflet des courants d'opinion traversant la société turque, soulignant la nécessité d'une transformation profonde pour assurer une intégrité politique véritable et durable.

Alisiya Quazzola

## **Bibliographie**

### **Documentation officielle:**

Didier Billion, "La question kurde au cœur des tensions turco - états-uniennes", IRIS, le 19 février 2021, disponible sur : <https://www.iris-france.org/154718-la-question-kurde-au-coeur-des-tensions-turco-etats-uniennes/>

Julien Cécillon, "Le PKK dans l'impasse ?", L'IFRI, septembre 2019, disponible sur : <https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/reperesturquien4jcecillonpkk1.pdf>

Ouvrage :

Aymar, Olivier, L 'Histoire Kurde, Des origines à l'an 2000, Paris, 2007

Presse en ligne :

Ahmet Dere, "L'Union européenne, la Turquie et les Kurdes - II", Cairn, septembre 2005, disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-oultre-terre1-2005-1-page-353.htm>

Erin Blakemore, "Qui sont les Kurdes, ce peuple partagé entre quatre pays ?", National Geographic, le 15 octobre 2019, disponible sur : <https://www.nationalgeographic.fr/histoire/2019/10/qui-sont-les-kurdes-ce-peuple-partage-entre-quatre-pays>

Baptiste Madinier, "KURDES : L'ÉTAU DE LA TURQUIE ET DE L'IRAN SE RESSERRE", RCF, le 2 décembre 2022, disponible sur: <https://www.rcf.fr/articles/actualite/kurdes-letau-de-la-turquie-et-de-liran-se-resserre>

Didier Billion, "La question kurde au cœur des tensions turco - états-uniennes", IRIS, le 19 février 2021, disponible sur : <https://www.iris-france.org/154718-la-question-kurde-au-coeur-des-tensions-turco-états-uniennes/>

Gabriel Nédélec, "Kurdes : le conflit turco-syrien en trois questions", Les Echos, le 10 octobre 2019, disponible sur : <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/kurdes-le-conflit-turco-syrien-en-trois-questions-1138795>

Gilles Dorronsoro, "Les Kurdes de Turquie : revendications identitaires, espace national et globalisation", Science Po, janvier 2000, disponible sur : <https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/etude62.pdf>

Jean-Baptiste Bégat, "Quelles perspectives pour les questions kurdes ?", Areion 24 news, 5 août 2018, disponible sur : <https://www.areion24.news/2018/08/05/quelles-perspectives-pour-les-questions-kurdes/>

Julien Cécillon, "L'Irak, nouvel espace de déploiement de la puissance turque", OpenEdition, octobre 2020, disponible sur : <https://books.openedition.org/editionscnrs/12379?lang=fr>

Karine Gatelier, "L'élaboration et l'utilisation de l'identité dans la construction

d'un conflit : la question Kurde en Turquie", Irenees, le 20 octobre 2006, disponible sur : [https://www.irenees.net/bdf\\_fiche-analyse-644\\_fr.html](https://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-644_fr.html)

"Kurdistan, entre espoir de reconnaissance et menaces de brutalisation", Cause Commune, août 2019, disponible sur : [https://www.causecommune-larevue.fr/kurdistan\\_entre\\_espoir\\_de\\_reconnaissance\\_et\\_menaces\\_de\\_brutalisation](https://www.causecommune-larevue.fr/kurdistan_entre_espoir_de_reconnaissance_et_menaces_de_brutalisation)

" La population kurde", Fondation Institut Kurde de Paris, Paris, janvier 2023, disponible sur : <https://www.institutkurde.org/info/la-population-kurde-1232550992>

Pierre Breteau, "Les Kurdes, peuple sans Etat pris entre quatre pays", Le Monde, le 22 janvier 2018, disponible sur : [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/visuel/2018/01/22/les-kurdes-peuple-sans-etat-pris-entre-quatre-pays\\_5245189\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/visuel/2018/01/22/les-kurdes-peuple-sans-etat-pris-entre-quatre-pays_5245189_4355770.html)

Solène Behanddou, " L'INSTRUMENTALISATION POLITIQUE DES KURDES EN TURQUIE", Fondation Jean Jaurès, le 25 novembre 2022, disponible sur : <https://www.jean-jaures.org/publication/linstrumentalisation-politique-des-kurdes-en-turquie/>

"Syrie : Moscou déploie, pour la première fois, des renforts dans une zone contrôlée par des Kurdes", France 24, le 1er décembre 2022, disponible sur : <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20221201-nord-de-la-syrie-la-russie-d%C3%A9ploie-pour-la-premi%C3%A8re-fois-des-renforts>

"Turkey's Erdogan paves way to ratify Finland NATO accession", Deutsche Welle, le 17 mars 2023, disponible sur : <https://www.dw.com/en/turkeys-erdogan-paves-way-to-ratify-finland-nato-accession/a-65028033>